

ALIOS FINANCE

Société Anonyme

8 rue de Berri
75008 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

ALIOS FINANCE

Société Anonyme

8 rue de Berri
75008 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ALIOS FINANCE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine, le 13 juin 2013

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés



Alain PENANGUER

GROUPE ALIOS FINANCE

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 Décembre 2012

INFORMATIONS A CARACTÈRE GÉNÉRAL

Administrateurs

Administrateur	Représentant	Nombre de sièges dans le CA
Ahmed ABDELKEFI	Lui-même	1
AFRICINVEST	Aziz MEBAREK	1
Kathleen GOENSE	Lui-même	1
Pekka JUUSELA	Lui-même	1
BOA Group	Paul DERREUMAUX	1
DOMAFI	Olivier MARZLOFF	1
COTAFI	Alain PECHEUR	1
CFPF	Fadoua MOUTAOUAKIL	1

Siège Social

8, rue de Berri - 75008 Paris - FRANCE

Auditeur

DELOITTE & ASSOCIES

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2012*(MONTANTS EXPRIMÉS EN EURO)*

	Notes	2012	2011
ACTIFS			
Liquidités et équivalents de liquidités	3	15 665 295	14 400 619
Créances courantes	4	18 332 636	11 612 436
Clients crédits	5	86 511 856	69 138 730
Clients crédits bail	5	95 288 062	74 094 696
Clients location longue durée	5	19 649 081	14 296 941
Actif d'impôt différé	6	1 545 730	1 295 642
Immobilisations corporelles et incorporelles	7	6 049 838	7 553 148
Immobilisations financières	8	163 744	163 744
Ecart d'acquisition	9	40 725	81 450
TOTAL DES ACTIFS		243 246 967	192 637 404
PASSIFS & CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS			
Concours bancaires et autres passifs financiers	10	159 168 468	116 941 645
Clients créditeurs	11	5 136 688	3 646 007
Autres passifs courants	12	11 412 263	13 573 450
Fournisseurs et comptes rattachés	13	14 602 270	9 085 470
Autres passifs financiers	14	8 815 244	7 707 560
Autres passifs non courants	15	18 060	91 343
Passif d'impôt différé	6	1 656 866	1 251 331
Provisions pour risques et charges	16	1 765 125	1 733 540
Ecart d'acquisition	17	2 390	4 781
TOTAL DES PASSIFS		202 577 375	154 035 128
Capital		10 699 282	10 699 282
Réserves consolidées		13 415 428	13 202 355
Résultat net de l'exercice (Part du groupe)		2 766 806	1 080 684
Capitaux propres du Groupe		26 881 515	24 982 321
Intérêts minoritaires			
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres		12 518 397	13 362 611
Intérêts minoritaires dans le résultat		1 269 679	257 345
Total des capitaux propres consolidés	18	40 669 592	38 602 277
Total des Passifs et Capitaux propres		243 246 966	192 637 404

ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012
(MONTANTS EXPRIMÉS EN EURO)

	Notes	2012	2011
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Produits financiers crédits	19	13 171 286	12 031 757
Produits financiers crédit bail	19	13 403 497	10 635 260
Produits financiers Location Longue Durée	19	2 000 126	2 125 144
Total produits financiers		28 574 910	24 792 161
Intérêts de retard et frais d'impayés	20	114 776	274 308
Autres produits d'exploitation	21	1 474 790	774 134
Total produits d'exploitation		30 164 476	25 840 602
Frais financiers	22	10 464 966	9 196 616
Produit Net Bancaire		19 699 510	16 643 987
Charges de personnel	23	5 905 625	5 212 168
Frais de gestion	24	5 712 211	5 640 621
Dotations aux amortissements sur immobilisations	7	1 337 603	958 229
Total charges d'exploitation		12 955 439	11 811 018
Dotations nettes aux provisions pour risques clients	25	1 526 911	3 279 343
Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	26	705 592	111 496
Dotations aux amortissements écart d'acquisition	9 et 17	38 335	(107 624)
Produits divers	27	1 794 657	1 232 383
Résultat des activités ordinaires avant impôts		6 267 890	2 782 137
Impôts sur les bénéfices (exigible et différé)	28	2 231 405	1 444 108
Résultat net des sociétés intégrées		4 036 485	1 338 029
Résultat consolidé part du groupe		2 766 806	1 080 684
Résultat consolidé part des minoritaires		1 269 679	257 345
<i>Résultat de base par action (€ / action)</i>		2.84	1.11

**ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31
DECEMBRE 2012 (MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS)**

	2012	2011
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net de l'exercice	4 036 485	1 338 029
Ajustements pour :		
* Dotations aux amortissements	1 337 603	958 229
* Dotations aux provisions	8 219 831	10 458 964
* Reprises sur provisions	(7 417 990)	(17 761 837)
* Plus value de cession des immobilisations	(118 154)	(50 794)
* Moins value de cession des immobilisations	2 950	5 960
* Intégrations et sorties des immobilisations	-	-
* Autres flux de trésorerie	(664 101)	(1 394 886)
* Retraitements de consolidation	(719 714)	(2 484 028)
Variations des :		
* Créances courantes	(6 731 594)	(2 960 319)
* Créances clientèles	(44 033 392)	1 312 359
* Impôts différés	155 447	(530 838)
* Clients créditeurs	1 490 680	2 995 261
* Autres passifs courants	(1 971 938)	1 016 797
* Fournisseurs et comptes rattachés	5 516 800	2 803 372
* Autres passifs financiers	1 107 684	583 641
* Autres passifs non courants	(14 287)	43 416
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	<u>(39 783 693)</u>	<u>(3 666 674)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations Incorporelles et corporelles	(3 175 625)	(3 874 469)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Incorporelles et corporelles	3 468 356	251 813
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières	-	699 524
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	<u>292 731</u>	<u>(2 923 132)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financements		
Encaissements/Remboursements des emprunts	40 903 534	14 058 017
Distribution de dividendes	(1 471 185)	(1 593 182)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financements	<u>39 432 349</u>	<u>12 464 835</u>
Variation de Trésorerie	<u>(58 613)</u>	<u>5 875 030</u>
Trésorerie au début de l'exercice	(1 947 086)	(7 822 115)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(2 005 698)	(1 947 086)

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Note 1. Présentation du Groupe Alios Finance

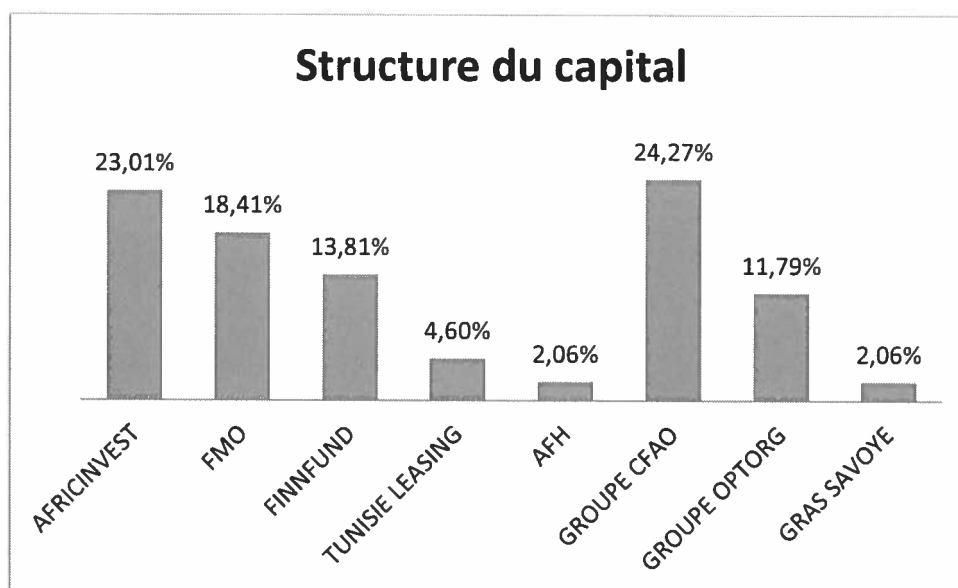
Le Groupe ALIOS FINANCE est composé de sociétés financières spécialisées, non bancaires. Il est présent actuellement dans neuf pays de l'Afrique subsaharienne (Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Cameroun, Gabon, Zambie, Tanzanie et Kenya), soit sous forme de filiales ou de succursales. Ses principales activités portent sur le financement d'investissements d'entreprises privées et de crédits à la consommation aux particuliers. Les principaux produits offerts sont le crédit bail, la location longue durée, le crédit d'investissement à moyen terme et le crédit à la consommation.

Depuis 2006, le groupe s'est fixé un objectif de croissance externe dans de nouveaux pays. A ce titre, il a procédé en 2006 à la création d'une succursale au Sénégal et a acquis une nouvelle filiale en Zambie en 2008. Sa présence au Burkina Faso et au Mali se fait aujourd'hui à travers des succursales créées respectivement en 2007 et en 2008, sachant que ses anciennes filiales dans ces pays, SOBFI et SOMAFI ont été absorbées par Alios Finance Côte d'Ivoire.

A la fin de l'année 2009, le groupe a procédé à la création d'une nouvelle filiale en Tanzanie. Cette société, nouvellement créée, a commencé son activité en 2011. En 2011, la nouvelle filiale a été créée au Kenya et a commencé son activité en 2012.

1.1 Structure du capital

La structure du capital de la société ALIOS FINANCE SA se présente comme suit :



1.2 Structures juridiques des sociétés du Groupe

Les structures juridiques des sociétés du groupe se présentent comme suit :

- La société ALIOS Finance SA, société holding créée en 1998, a pour objet la prise de participations dans les sociétés visant à développer des opérations de financement, notamment par crédit bail.

Le capital social de Alios Finance SA s'élève au 31 décembre 2012 à € : 10.699.282 divisé en 972.662 actions de € : 11 chacune.

- La société Alios Finance Gabon a été créée en octobre 1966 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing, de crédits à la consommation, de crédits d'investissements et de location longue durée.

Le capital social de Alios Finance Gabon s'élève au 31 décembre 2012 à € : 3.048.907 divisé en 18.344 actions de € : 166.21 chacune.

- La société Alios Finance Côte d'Ivoire a été créée en avril 1956 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing, de crédits à la consommation, de crédits d'investissements et de location longue durée.

Le capital social de Alios Finance Côte d'Ivoire s'élève au 31 décembre 2012 à € : 1.980.427 divisé en 129.916 actions de € : 15,24 chacune.

Les titres de la société sont cotés à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM).

- La société Alios Finance Cameroun a été créée en octobre 1959 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing, de crédits à la consommation, de crédits d'investissements et de location longue durée.

Le capital social de Alios Finance Cameroun s'élève au 31 décembre 2012 à € : 3.048.780 divisé en 200.000 actions de 15,24 chacune.

- La société ALIOS Finance Zambie, a été créée en 2007 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing.

Le capital social de ALIOS Finance Zambie s'élève au 31 décembre 2012 à € : 750.556 divisé en 25.000.000 actions de € : 0,03 chacune.

- La société ALIOS Finance Tanzanie, a été créée en 2009 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing.

Le capital social de ALIOS Finance Tanzanie s'élève au 31 décembre 2012 à € : 1.409.628 divisé en 2.772.880 actions de € : 0,51 chacune.

- La société ALIOS Finance Kenya, a été créée en 2011 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing.

Le capital social de ALIOS Finance Kenya s'élève au 31 décembre 2012 à € : 855.660 divisé en 893.005 actions de € : 0,96 chacune.

- La société GIEFCA France, groupement d'intérêt économique créé en 1976, de droit Français, qui a pour objet, dans un but d'économies d'échelles, de faciliter, organiser et développer l'activité commerciale et économique des sociétés membres du groupement et assure la supervision des différentes filiales du groupe.

Le capital social de ce groupement au 31 décembre 2012 est de € : 3.033.735.

- La société GIEFCA Tunisie, créée en 2006, société anonyme totalement exportatrice et non résidente, ayant pour objet en Tunisie ou ailleurs, l'étude, le conseil, l'assistance, le suivi et en général toute prestation de service en tout domaine et notamment en matière financière, économique et immobilière.

Le capital social de cette société s'élève au 31 décembre 2012 à € : 2.926, divisé en 500 actions de € : 5,85 chacune.

- La société Alios Management Limited, créée en 2010, ayant pour objet au Kenya, l'étude, le conseil, l'assistance, le suivi et en général toute prestation de service en tout domaine et notamment en matière financière, économique et immobilière.

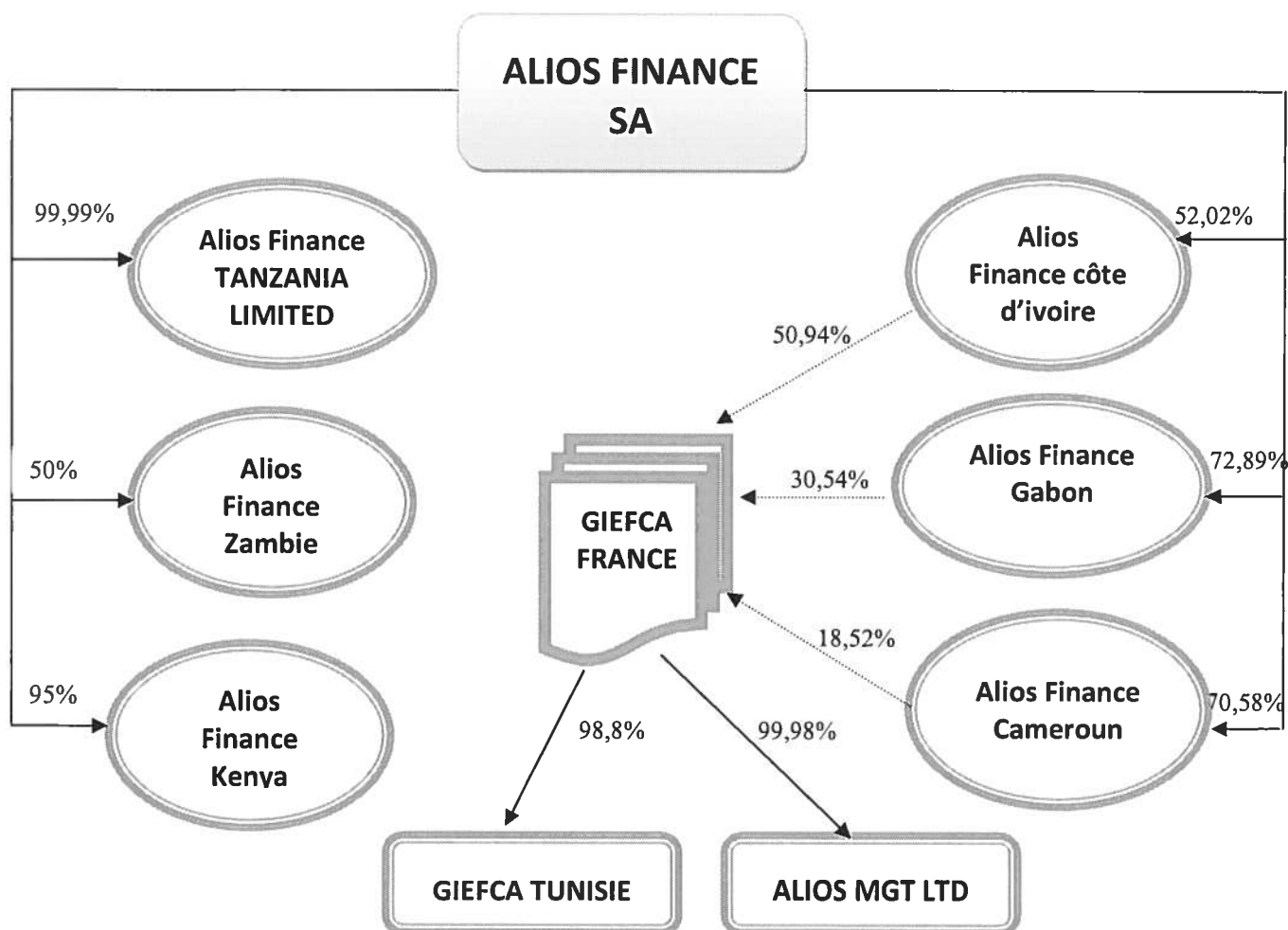
Le capital social de cette société s'élève au 31 décembre 2012 à € : 958, divisé en 10 000 actions de € : 0,10 chacune.

1.3 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est formé par ALIOS FINANCE SA (société mère) et par les filiales Alios Finance Gabon, Alios Finance Côte d'Ivoire, Alios Finance Cameroun, ALIOS Finance Zambie, Alios Finance Tanzanie, Alios Finance Kenya. GIEFCA France, GIEFCA Tunisie et Alios Management Limited.

Les filiales correspondent aux entreprises dans lesquelles le Groupe possède, directement ou indirectement, un intérêt de plus de 40% des droits de vote ou dispose du pouvoir d'exercer un contrôle des activités. Elles sont consolidées à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date de leur cession.

L'organigramme du Groupe est présenté comme suit :



La synthèse des pourcentages de contrôle, d'intérêts et les méthodes de consolidation sont présentés comme suit :

Sociétés	% de contrôle		% d'intérêt		Degré de contrôle	Méthode retenue
	2012	2011	2012	2011		
ALIOS FINANCE SA	100%	100%	100%	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE COTE D'IVOIRE	52,02%	52,02%	52,02%	52,02%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE GABON	72,89%	72,89%	72,89%	72,89%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE CAMEROUN	70,58%	70,58%	70,58%	70,58%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE TANZANIE	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE ZAMBIE	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
ALIOS FINANCE KENYA	95,00%	-	95,00%	-	Contrôle exclusif	Intégration globale
GIEFCA France	100%	100%	61,82%	61,74%	Contrôle exclusif	Intégration globale
GIEFCA Tunisie	98,80%	98,80%	61,07%	61,07%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Alios Management Ltd	61,83%	61,83%	61,83%	61 %	Contrôle exclusif	Intégration globale

VARIATION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

A la fin de l'exercice 2011, la société ALIOS FINANCE SA a procédé à l'acquisition de la société ALIOS FINANCE KENYA LIMITED et ce, par la souscription de 95% de ses titres. La libération du capital de Alios Finance KENYA LIMITED a été effectuée en 2012.

Evènements de l'exercice

La situation politique du Mali a engendré un effet négatif sur le risque de l'exercice, les engagements sont en repli de 13 % pour se positionner à 10,4 M d'€, résultante du gel de la production, à compter de mars. De vastes opérations de recouvrement, via la réalisation de garanties hypothécaires, ont été lancées, avec trois concrétisations. De nouvelles concrétisations de garanties hypothécaires sont en attente de dénouement. Pour le Mali, les créances sont provisionnées à hauteur 3.225.215€ soit un ratio de couverture des créances accrochées de 82,5%.

Note 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes sociaux des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation au 31 Décembre 2012, arrêtés selon les principes comptables locaux, ont servi de base pour l'établissement des états financiers consolidés.

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis en France. Ils sont établis conformément aux nouvelles règles de consolidation énoncées par le règlement n° 99.02 du comité de la Réglementation Comptable du 29 Avril 1999 et mises en application à compter du 1er Janvier 2005. Le Groupe a choisi de ne pas retraiter les opérations d'acquisition intervenues avant le 1er Janvier 2006.

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique. Les états financiers consolidés sont présentés en euros (€) et toutes les valeurs sont arrondies à l'euro le plus proche.

Les comptes ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation.

Les états financiers comprennent :

- (a) un bilan ;
- (b) un compte de résultat;
- (c) un tableau de variation des capitaux propres – part du groupe;
- (d) un tableau des flux de trésorerie ;
- (e) et des notes annexes.

2.2 Méthode de consolidation

Les comptes réciproques ainsi que les résultats internes entre les sociétés consolidées sont éliminés. Les provisions pour dépréciation se rapportant à des titres de participation ou à des créances détenues sur des sociétés consolidées sont neutralisées. Le cas échéant, les méthodes comptables des filiales sont modifiées afin d'assurer une homogénéité avec les méthodes du Groupe. Une présentation distincte est faite des intérêts minoritaires.

2.3 Date de clôture

Toutes les entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe clôturent leurs comptes au 31 Décembre.

2.4 Monnaie de présentation

Le groupe présente ses comptes consolidés en Euro.

2.5 Conversion des états financiers des entités étrangères

Les postes de bilan et de compte de résultat des sociétés Alios Finance Côte d'Ivoire, Alios Finance Cameroun et Alios Finance Gabon sont converties selon une parité fixe de 1 € = 656 Francs CFA.

Les postes de bilan des sociétés ALIOS Finance Zambie, ALIOS Finance Tanzanie, ALIOS Finance Kenya, ALIOS Management Ltd et GIEFCA Tunisie sont converties selon au cours de clôture de l'exercice 2012. Les postes de capitaux propres sont convertis au cours historique. Les postes de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice 2012.

2.6 Ecarts d'acquisition

Depuis le 1er Janvier 2006, lors de l'acquisition d'une entreprise, les actifs et passifs identifiables sont inscrits dans le bilan consolidé à leur juste valeur déterminée en fonction de leur usage prévu. La différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée dans le poste "Ecarts d'acquisition".

Les écarts d'acquisition positifs sont amortis sur une durée de 5 ans selon la méthode linéaire. Les écarts d'acquisition négatifs sont repris en résultat selon la méthode linéaire sur une durée de 5 ans.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un examen lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être survenue. De tels événements ou circonstances comprennent des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition.

La nécessité de constater un amortissement exceptionnel est appréciée en fonction d'hypothèses économiques et de conditions d'exploitation prévisionnelle retenues par la direction de la société. Ces hypothèses correspondent à la traduction des objectifs

stratégiques qu'elle s'est fixée et inclut des estimations sur l'évolution de l'environnement économique dans lequel le groupe est susceptible d'évoluer. Lorsqu'un amortissement exceptionnel apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la juste valeur.

2.7 Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées de logiciels amortis selon le mode linéaire sur 3 ans et de frais d'émission des emprunts.

Le Groupe a opté pour la méthode préférentielle consistant à étaler systématiquement ces frais sur la durée de l'emprunt.

2.8 Immobilisations Corporelles

Elles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon un mode d'amortissement linéaire, sauf exception.

Les durées d'amortissement généralement pratiquées sont les suivantes :

Constructions	10/20 ans
Agencements et installations générales	5/10 ans
Mobiliers, matériels et outillages	5/10 ans
Matériels de bureaux et informatiques	5/10 ans

2.9 Immobilisations Financières

Ce poste enregistre principalement les titres de participation non consolidés.

Les titres de participation non consolidés sont constatés initialement à leur coût d'acquisition, frais d'achat exclus.

Lorsque la valeur d'inventaire de ces titres est inférieure à leur prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction des critères suivants :

- Situation nette comptable ;
- Résultat et niveau de rentabilité attendu ;
- Perspectives d'avenir ;
- Utilité pour la société.

2.10 Créances clientèles

Les créances clientèles correspondent à l'encours des crédits consentis aux agents économiques (crédits, crédits bails et location longue durée).

Les crédits pour lesquels le Groupe estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions pour créances douteuses.

Le groupe applique ainsi des règles de provisionnement de ses engagements incidentés (présentant des impayés) reposant sur une approche arithmétique basée sur l'ancienneté des impayés et décrite ci-dessous. Le montant des provisions est déterminé par application d'un pourcentage sur l'encours et les impayés, en fonction de la catégorie du risque client et de type de crédits (crédit simple ou crédit locatif).

La situation politique du Mali a engendré un effet négatif sur le risque de l'exercice, les engagements sont en repli de 13 % pour se positionner à 10,4 M d'€, résultante du gel de la production, à compter de mars. Les engagements non incidentés se replient quant à eux de 13,66 % pour atteindre 6,31 M d'€. Les NPLs passent à 3,9 M d'€ après une progression de 13,70 % sur l'exercice, ceci étant lié à la situation économique difficile du fait des événements précédemment cités. Les provisions, qui sont conformes aux normes du Groupe, connaissent une augmentation de 34,71 % pour se positionner à 3,22 M d'€, améliorant la couverture des NPLs à 82,5 % au 31/12/12 contre 69,6 % au 31/12/11. De vastes opérations de recouvrement, via la réalisation de garanties hypothécaires, ont été lancées, avec trois concrétisations. De nouvelles concrétisations de garanties hypothécaires sont en attente de dénouement

Les règles de provisionnement pour la zone CFA :

FOR CFA ZONE:

Corporate clients:

Arrear of unpaid installments	No unpaid	1 to 90 days	91 to 180 days	181 to 360 days	361 days and up or contentieux
Provisions	No provision	5% * outstanding	30% *outstanding	75% *outstanding	100%*outstanding

Individuals:

Arrear of unpaid installments	No unpaid	1 to 60 days	61 to 90 days	91 dayx and up or contentieux
State employees	No provision	No provision	30% * outstanding	100%* outstanding
Employees of private sector	No provisions	30% * outstanding	75% * outstanding	100% * outstanding

FOR ZAMBIA:

Corporate clients:

Arrear of unpaid installments	No unpaid	1 to 90 days	91 to 119 days	120 to 179 days	180 days and up or contentieux
Provisions	No provision	5% * outstanding	30% *outstanding	50% *outstanding	100%*outstanding

Ces règles de provisionnement sont différentes de celles appliquées au sein de la zone CFA en raison des préconisations de la Bank Centrale de Zambie.

Individuals:

Arrear of unpaid installments	No unpaid	1 to 60 days	61 to 90 days	91 dayx and up or contentieux
State employees	No provision	No provision	30% * outstanding	100%* outstanding
Employees of private sector	No provisions	30% * outstanding	75% * outstanding	100% * outstanding

L'effet contagion est appliqué dans le provisionnement des contrats d'un client donné. En effet, tous les contrats, de même type, d'un client donné sont provisionnés au même pourcentage, fixé par la plus mauvaise catégorie risque de ses contrats.

En terme de garanties, seuls les dépôts espèces et les garanties financières (caution bancaire en premier ordre, ...) sont pris en compte dans le calcul des provisions, en les déduisant des engagements à provisionner.

Consécutivement à cette approche arithmétique, une analyse détaillée, et au cas par cas, est menée afin d'ajuster le montant de la provision théorique à la situation spécifique du client et au caractère probable ou non du recouvrement.

Les provisions pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

2.11 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités se composent de la caisse ainsi que des dépôts à vue et des placements monétaires.

2.12 Instruments financiers et politique de couverture

Le groupe n'utilise pas d'instruments de couverture pour couvrir son exposition aux risques de taux et de change.

2.13 Provisions

Les provisions sont constatées lorsque, à la date de clôture, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime de tiers concernés par le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe devra supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée, une information est alors fournie en annexe.

2.14 Impôts sur les bénéfiques

La charge d'impôt sur les bénéfiques correspond à l'impôt courant exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Ces dernières sont déterminées selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs.

Les actifs d'impôts différés relatifs aux reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsqu'il existe une forte probabilité de récupération à moyen terme (horizon inférieur à 5 ans) de ces derniers. Leur caractère récupérable est réexaminé à la clôture de chaque exercice.

2.15 Indemnités de départ à la retraite

La législation en vigueur dans les pays de résidence des filiales oblige les entreprises à verser aux salariés une indemnité pour services rendus (ISR) au moment du départ à la retraite. Cette ISR correspond également aux droits légaux acquis par le salarié et dus par la société en cas de départ pour tout autre motif que la démission.

La loi fixe les modalités de calcul de ces indemnités. Celles-ci étant majorées d'un taux progressif fonction du nombre d'années et de la branche d'activité. Le salaire de référence correspondant au salaire mensuel perçu par le salarié lors de son départ. Cette provision est calculée à la clôture de chaque exercice.

2.16 Produits et charges

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constatés prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

2.17 Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédits-bails et de location avec option d'achat sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité dite financière. La réserve latente est inscrite parmi les réserves consolidées. Un impôt différé passif est comptabilisé sur la réserve latente positive comptabilisée au niveau de certaines filiales.

2.18 Utilisation d'estimations

L'élaboration d'états financiers, conformément aux règles et principes comptables suivis par le groupe Alios Finance, s'appuie sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants figurant dans les états financiers. Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement, dans un environnement économique et financier qui rend difficile l'appréciation des perspectives d'avenir. Les coûts réels supportés par la suite peuvent différer de ces estimations.

NOTES DU BILAN**Note 3. Liquidités et équivalents de liquidités**

Ce poste présente à la clôture de l'exercice 2012 un solde de € : 15.665.295 contre un solde de € : 14.400.619 à la clôture de l'exercice précédent. Il se détaille comme suit :

	2012	2011
Caisses	114 568	133 004
Banques	15 401 595	14 241 532
Autres	149 132	26 082
TOTAL	<u>15 665 295</u>	<u>14 400 619</u>

Note 4. Créances courantes

Ce poste présente au 31 Décembre 2012 un solde de € : 18.332.636 contre € : 11.612.436 à la même date de l'exercice précédent se détaille comme suit :

	2012	2011
Débiteurs divers (A)	11 435 028	6 718 262
Etat, crédit de TVA	6 263 823	4 475 753
Charges financières constatées d'avance	583 230	418 421
Total	18 332 636	11 612 436

(A) Les débiteurs divers se détaillent comme suit :

	2012	2011
Produits à recevoir	5 961	1 086
Charges constatées d'avance	512 544	314 579
Etat, impôts et taxes	94 537	38 151
Compte courant	1 406 707	165 904
Autres débiteurs divers	10 047 878	6 819 746
Total Brut	12 067 627	7 339 466
Provisions sur autres débiteurs divers	(632 599)	(621 204)
Total Net	11 435 028	6 718 262

Note 5. Créances clientèles

Les créances clientèles correspondent à l'encours des crédits consentis aux agents économiques. Ces encours sont principalement composés de crédits, de crédits baux et des créances location longue durée. L'encours net de ces créances s'élevant au 31 Décembre 2012 à € : 201.448.999 contre € : 157.530.367 au 31 Décembre 2011 se détaille par nature de crédit comme suit :

	2012	2011
Créances de crédits classiques		
Encours à échoir	79 125 499	68 771 579
Créances impayées	15 301 147	11 691 960
Total Brut (1)	<u>94 426 646</u>	<u>80 463 539</u>
Provisions pour dépréciation (A)	(7 914 790)	(11 324 809)
Total Net (1)	<u>86 511 856</u>	<u>69 138 730</u>
Créances de crédits bails		
Encours financiers	97 441 761	74 964 771
Créances impayées	7 823 418	5 628 282
Total Brut (2)	<u>105 255 441</u>	<u>80 593 053</u>
Provisions pour dépréciation (B)	(9 967 379)	(6 498 357)
Total Net (2)	<u>95 288 062</u>	<u>74 094 696</u>
Créances de Location Longue Durée (3)	<u>19 649 081</u>	<u>14 296 941</u>
Total Brut ((1)+(2)+(3))	<u>219 331 168</u>	<u>175 353 533</u>
Total des provisions ((A)+(B))	(17 882 169)	(17 823 166)
Total Net	<u>201 448 999</u>	<u>157 530 367</u>

La répartition des créances clientèles par catégorie de risque se résume dans le tableau qui suit :

Classification des créances clientèles sur la base de l'ancienneté des impayés	31/12/2012		31/12/2011	
	Montant	% portefeuille	Montant	% portefeuille
Créances sans impayés	189 407 266	86,36%	140 802 586	80,30%
Créances dont l'ancienneté des impayés <= 90 jours	9 924 019	4,52%	12 075 783	6,89%
Créances dont l'ancienneté des impayés est comprise entre 91 et 180 jours	5 668 709	2,58%	5 763 578	3,29%
Créances dont l'ancienneté des impayés est comprise entre 181 et 360 jours	2 980 047	1,36%	5 270 515	3,01%
Créances dont l'ancienneté des impayés est supérieure à 360 jours ou engagements en contentieux	11 351 127	5,18%	11 441 071	6,52%
TOTAL DES ENGAGEMENTS	219 331 168	100,00%	175 353 533	100,00%
Créances accrochées (ancienneté des impayés > 90 jours)	19 999 883	9,12%	21 354 876	12,18%
PROVISIONS	17 882 169	8,15%	17 823 166	10,16%
RATIOS DE COUVERTURE DES CREANCES ACCROCHEES	89.41%		83.46%	
CREANCES PASSEES EN PERTE	1 808 674	0,82%	10 710 355	6,11%

Note 6. Impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

en euros	2012		2011	
	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs
Différences temporaires	698 962	337 696-	913 390	-
Déficits reportables	846 769		382 252	-
Plus-value latente (1)	-	292 723	-	292 723
Autres	-	79 375	-	102 569
Réserve latente (2)	-	947 073	-	856 039
Total	1 545 730	1 656 866	1 295 642	1 251 331

(1) Il est à noter qu'un montant de € : 292.723 en 2012 est relatif à l'impôt sur la plus value latente existante sur les actions GIEFCA France détenues par les filiales. Cet impôt latent résulte de la dévaluation du FCFA intervenue en 1994. Seules les entités Alios Finance Côte d'Ivoire, Alios Finance Gabon et Alios Finance Cameroun ont participé dans la création de GIEFCA France avant cette date. Le taux d'imposition retenu est de 40%. Le reliquat étant composé des écarts temporels nés des retraitements de consolidation.

(2) Un impôt différé passif est comptabilisé sur la réserve latente positive comptabilisée au niveau de certaines filiales.

Note 7. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles présentent à la clôture de l'exercice 2012 un solde de € : 6.049.838 contre un solde de € : 7.553.148 à l'issue de l'exercice précédent. Elles s'analysent comme suit :

	2012	2011
Immobilisations Incorporelles	5 089 542	7 088 062
Immobilisations corporelles	11 191 365	9 463 923
Total Brut	16 280 906	16 551 985
Amortissements des immobilisations incorporelles	(2 965 526)	(2 399 735)
Amortissements des immobilisations corporelles	(7 265 542)	(6 599 103)
Total Net	6 049 838	7 553 148

Les immobilisations incorporelles incluent à hauteur de € 3.041.627 les dépenses relatives au projet de changement du système d'information du groupe ALIOS Finance mené par GIEFCA Tunisie. Les mouvements intervenus sur les immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que les amortissements se résument dans le tableau qui suit :

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS

	VALEURS BRUTES			AMORTISSEMENTS			VALEUR NETTE		
	1/1/2012	Acquisitions	Cessions	31/12/2012	1/1/2012	Dotations		Reprises	31/12/2012
	7.088.064	1.071.451	3.069.973	5.089.542	2.399.734	577.938	12.146	2.965.527	2.124.015
Logiciels	1.488.856	1.071.451	22	2.560.285	1.139.236	210.477	-	1.349.714	1.210.571
Frais d'établissements	308.970	-	1.014	307.956	304.351	2.186	-	306.536	1.419
Frais d'émissions des emprunts	748.028	-	27.310	720.719	647.577	54.419	12.146	689.850	30.869
Frais de rech et dévelop	1.470.398	-	-	1.470.398	278.386	310.857	-	589.243	881.156
Frais relatifs au pacte social	29.583	-	-	29.583	29.583	-	-	29.583	-
Autres immobilisations incorp	601	-	-	601	601	-	-	601	-
Immobilisations en cours	3.041.627	-	3.041.627	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	9.463.921	2.104.174	376.730	11.191.365	6.599.103	747.845	81.405	7.265.542	3.925.823
Dépôts et cautionnements	168.546	38.878	722	206.702	-	-	-	-	206.702
Batiments	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Terrain	206.265	-	-	206.265	-	-	-	-	206.265
Immeubles en exploitation	1.365.078	-	-	1.365.078	1.363.760	-	16.776	1.346.984	18.094
Matériel Auto	1.335.328	270.375	77.557	1.528.146	902.547	210.650	63.334	1.049.863	478.283
Matériel roulant exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilier de bureaux	503.932	107.532	-	611.464	350.489	60.729	-	411.218	200.247
Matériels de bureaux	221.135	1.103	1.487	220.751	190.185	6.499	-	196.684	24.067
Matériel informatique	1.410.164	784.925	15.556	2.179.534	1.176.407	203.875	-	1.380.282	799.252
Matériel de Reprographie	21.879	-	-	21.879	21.879	-	1.296	20.583	1.296
Matériel et outillage	248.182	71.254	-	319.437	216.935	19.484	-	236.418	83.018
Autres matériels de bureaux	119.321	2.468	-	121.789	89.378	9.539	-	98.917	22.872
Matériel et mobilier de logement	115.525	7.874	223	123.176	105.301	22.778	-	128.079	(4.903)
Mobilier et appareils									

GROUPE ALIOS FINANCE

managers	53,703	11,882	-	65,585	41,542	4,342	-	45,884	19,701
Agenc et Instal des bureaux	2,817,915	266,706	3,442	3,081,180	1,937,791	181,037	-	2,118,828	962,352
Agenc et instal des logements	280,047	57,331	-	337,379	192,806	23,832	-	216,639	120,740
Agenc et instal des agences	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	486,542	-	277,744	208,798	-	-	-	-	208,798
Matériel Groupe Electrogene	27,651	-	-	27,651	7,795	5,079	-	12,875	14,776
Autres	82,706	483,845	-	566,551	2,287	-	-	2,287	564,264
	16,551,985	3,175,625	3,446,703	16,280,907	8,998,837	1,325,783	93,551	10,231,069	6,049,838

Note 8. Immobilisations financières

Ce poste présente à la clôture de l'exercice 2012 un solde de € : 163.744 contre € : 163.744, à la clôture de l'exercice précédent. Il se détaille comme suit :

	2012	2011
Obligations détenues par ALIOS COTE D'IVOIRE	186 890	186 890
Titres SOFIGIB d'ALIOS COTE D'IVOIRE	15 244	15 244
Titres SOBCA détenus par ALIOS COTE D'IVOIRE	11 654	11 654
Emprunt SONADIG d'ALIOS GABON	15 244	15 244
Certificats FGI détenus par ALIOS GABON	16 334	16 334
Dépôts et cautionnements	454	454
Total Brut	245 820	245 820
Amortissements et provisions	(82 076)	(82 076)
Total Net	163 744	163 744

Note 9. Ecarts d'acquisitions

L'écart d'acquisition comptabilisé au bilan correspond à l'écart entre le coût d'acquisition et la juste valeur des 250.000.000 titres ALIOS FINANCE ZAMBIE acquis en 2008 par la société ALIOS FINANCE SA. L'écart d'acquisition ainsi dégagé est de € : 203.625,

Cet écart d'acquisition est repris en résultat linéairement sur une durée de 5 ans à compter de l'exercice 2009. L'amortissement de l'exercice 2012 s'élève à € : 40.725.

Note 10. Concours bancaires et autres passifs financiers

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31 Décembre 2012 à € :159.169.468, contre € : 116.941.645 au 31 Décembre 2011 et se détaillent comme suit :

	2012	2011
Concours Bancaires	17 670 993	16 347 704
Découverts bancaires	17 670 993	16 347 704
Autres passifs financiers	141 497 475	100 593 941
Dettes représentées par un titre	10 670 732	2 032 520
Emprunts à moyen et long terme	91 862 946	64 887 640
Emprunts obligataires	18 746 189	20 487 805
Lignes de crédits à court terme	20 217 609	13 185 976
Total	159 168 468	116 941 645

Cette hausse de 41M€ s'explique essentiellement par la hausse de la production ainsi que la stratégie groupe visant à remplacer les spots et découverts par des lignes CMT. A ce titre, pour la première fois de l'histoire du Groupe, le ratio d'endettement à court terme est descendu sous la barre de 25% ; en effet il est à 22.7% au 31/12/2012.

Note 11. Clients créditeurs

Ce poste présente à la clôture de l'exercice 2012 un solde de € : 5.136.688 contre € 3.646.007 à la clôture de l'exercice précédent et correspond à des avances reçues des clients.

Note 12. Autres passifs courants

Les autres passifs courants accusant à la clôture de l'exercice 2012 un solde de € : 11.412.263 contre € : 13.573.450 à l'issue de l'exercice précédent, se détaillent comme suit :

	2012	2011
Comptes courants	1 368 844	138 362
Produits constatés d'avance	1 783 835	2 644 111
Etat et collectivités publiques	817 305	1 669 690
Charges diverses à payer	972 836	2 017 051
Dividendes à payer	363 419	289 651
Autres créditeurs divers	4 068 347	3 401 725
Assurances à payer	3 373	361 438
Charges financières à payer	2 034 304	3 051 422
Total	11 412 263	13 573 450

Note 13. Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste " fournisseurs et comptes rattachés" accuse au 31 Décembre 2012 un solde de € : 14.602.270 contre € : 9.085.470 à l'issue de l'exercice précédent et se détaille comme suit :

	2012	2011
Concessionnaires	13 895 721	7 270 475
Autres fournisseurs	706 549	1 814 995
Total	14 602 270	9 085 470

Note 14. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers se détaillent comme suit :

	2012	2011
Fond de garantie	1 667 394	1 500 017
Dépôts de garantie	7 147 850	6 207 544
Total	8 815 244	7 707 560

Note 15. Autres passifs non courants

Ce poste s'analyse comme suit :

	2012	2011
Compte bloqué actionnaire	15 666	15 553
Autres passifs non courants	2 394	75 790
Total	18 060	91 343

Note 16. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 31 Décembre 2012 à € : 1.765.125, contre € : 1.733.540 au 31 Décembre 2011 et se détaillent comme suit :

	2012	2011
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	556 558	548 156
Provisions pour risques et charges	640 630	699 428
Provisions pour litiges	567 938	485 956
Total	1 765 125	1 733 540

Note 17. Écarts d'acquisitions négatifs.

Les écarts d'acquisition négatifs correspondent aux écarts constatés entre les prix d'achat et les justes valeurs des titres ALIOS FINANCE COTE D'IVOIRE (SAFCA) acquis en 2009 (192 titres) par la société ALIOS FINANCE SA pour € : 11.952.

Ces écarts d'acquisition sont repris en résultat linéairement sur une durée de 5 ans.

L'amortissement de l'exercice 2012 est de € : 2.390.

Note 18. Capitaux propres

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

	2012	2011
<u>Capital social</u>	10 699 282	10 699 282
<u>Réserves consolidées</u>	13 415 428	13 202 355
ALIOS FINANCE S.A.	6 741 598	5 842 675
ALIOS IVORY COAST	1 694 773	2 300 098
ALIOS CAMEROON	1 848 581	1 803 942
ALIOS GABON	2 927 150	3 196 543
ALIOS FINANCE ZAMBIA	(283 620)	(564 243)
ALIOS FINANCE TANZANIA	(359 020)	(88 919)
ALIOS FINANCE KENYA	(4 143)	-
GIEFCA France	845 305	476 588
GIEFCA TUNISIA	(15 892)	225 074
ALIOS MANAGEMENT LTD	20 698	10 596
Total capitaux propres consolidés avant résultat (Part Groupe)	24 114 710	23 901 637
Intérêts des minoritaires dans les capitaux propres	12 518 397	13 362 611
Résultat de l'exercice	4 036 484	1 388 029
Résultat consolidé (Part Groupe)	2 766 806	1 080 684
Intérêts des minoritaires dans le résultat	1 269 679	257 345
Total capitaux propres	40 669 592	38 602 277

Le tableau de variation des réserve consolidées (part du groupe) est présenté comme suit :

En milliers d'euros	TOTAL
Réserves consolidées 2011	13,202
Résultat consolidé 2011	1,081
Dividendes distribués	(2,868)
Dividendes reçu	1,859
Autres variations	159
Variations de périmètre	56
Ecart de change	(74)
Réserves consolidées 2012	13,415
Résultat consolidé 2012	2,767

Le tableau de variation des capitaux propres consolidés (parts groupe et minoritaires) est présenté comme suit :

CONSOLIDATION Libellé	Solde D'ouverture	Résultat de L'exercice	Augmentation De capital	Distribution De dividende:	Quote-part de subvention passée en résultat	Réserve latente	Variation Périmètre	Autres	Solde de Clôture
TOTAL COMPTES SOCIAUX	56 049	6 701	639	(3 698)	(11)	(471)	856	(158)	59 911
Plus ou Moins value / Cession Titres	615	0	0	0	0	0	0	0	615
Elimination dividendes intragroupe	0	(1 859)	0	1 859	0	0	0	0	0
Résultats reportés	0	0	0	0	450	0	0	0	450
Plus-value PROSUMA portée en réserves	415	0	0	0	(98)	0	0	0	317
Réserve Latente Positive	0	(471)	0	0	0	471	0	0	0
Impôts différés + value latente GIEFCA France	(293)	0	0	0	0	0	0	0	(293)
Impôts différés sur décompte fiscal	914	(210)	0	0	0	0	0	0	704
Impôts différés sur réserve latente	(856)	(105)	0	0	0	0	0	73	(888)
Impôts différés sur plus-value Prosuma	(103)	25	0	0	0	0	0	0	(78)
Provision pour risque fiscal (SAFCA)	(302)	0	0	0	0	0	0	0	(302)
Autres retraitements	(1 343)	0	0	0	(490)	0	0	0	(1 833)
SITUATION NETTE RETRAITEE	55 097	4 081	639	(1 839)	(148)	(0)	856	(85)	58 604
Titres de participation	(17 914)	0	(636)	0	0	0	(760)	0	(19 310)
Preference shares	1 343	(38)	0	0	0	0	0	0	1 343
Ecart d'acquisition	76	0	0	0	0	0	0	0	38
SITUATION NETTE CONSOLIDEE	38 602	4 042	3	(1 839)	(148)	(0)	96	(85)	40 674

NOTES DE L'ETAT DE RESULTAT

Note 19. Information sectorielle

En milliers d'euros	Afrique de l'ouest	Afrique Centrale	Zambie, Kenya et Tanzanie	Total
PRODUITS FINANCIERS CREDITS CLASSIQUES	5 779 141	7 333 662	58 483	13 171 286
PRODUITS FINANCIERS CREDITS BAIL	4 586 058	6 985 673	1 831 766	13 403 497
PRODUITS FINANCIERS LOCATION LONGUE DUREE	487 561	1 272 266	240 299	2 000 126
TOTAL	10 852 761	15 591 601	2 130 548	28 574 910

L'Afrique de l'Ouest est représentée par Alios Finance Côte d'Ivoire et ses succursales au Sénégal, Mali et Burkina Fasso.

L'Afrique Centrale est représentée par les filiales Alios Finance Gabon et Alios Finance Cameroun.

Note 20. Intérêts de retard et frais d'impayés

Ce poste s'analyse comme suit :

	2012	2011
Intérêts de retard sur crédits	62 641	92 946
Intérêts de retard sur crédits bails	46 059	167 779
Intérêts de retard sur location longue durée	-	589
Intérêts de résiliation	6 075	12 994
Total	114 776	274 308

Note 21. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation totalisent à la clôture de l'exercice 2012 € : 1.474.790 contre € : 774.134 à l'issue de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

	2012	2011
Frais de dossiers	1 376 225	735 963
Dommages et intérêts	13 101	38 171
Prestations de services	85 464	-
Total	1 474 790	774 134

Note 22. Frais financiers

Les frais financiers s'élèvent au 31 Décembre 2012 à € : 10.464.966, contre € : 9.196.616 au 31 Décembre 2011 et se détaillent comme suit :

	2012	2011
Intérêts et agios débiteurs bancaires	2 588 131	553 615
Intérêts des emprunts	6 768 989	7 812 875
Autres frais financiers	1 107 846	830 126
Total	10 464 966	9 196 616

Note 23. Charges de personnel

Les charges de personnel se détaillent comme suit :

	2012	2011
Salaires et appointements	2 926 504	2 436 318
Cotisations sociales	690 146	592 906
Primes	627 990	615 776
Assurances	54 927	47 270
Indemnités diverses	536 639	534 096
Congés payés	266 488	292 060
Gratifications	226 764	213 156
Autres charges du personnel	576 167	480 586
Total	5 905 625	5 212 168

Note 24. Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent au 31 Décembre 2012 à € : 5.712.211, contre € : 5.640.621 au 31 Décembre 2011 et se détaillent comme suit :

	2012	2011
IMPOTS ET TAXES	315 856	286 843
FRAIS GENERAUX	5 396 355	5 353 778
Fournitures de bureaux	213 368	187 367
Eau et électricité	190 270	167 217
Carburant	112 254	114 428
Loyers	530 654	452 298
Entretiens et réparations	360 282	297 999
Primes d'assurances	146 679	144 752
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 205 207	1 194 056
Autres services extérieurs	465 504	702 035
Publicités, publications et relations publiques	401 914	464 810
Frais postaux et de télécommunications	612 173	537 699
Déplacements, missions et réceptions	858 608	653 449
Tantièmes versés	46 775	30 971
Prestations de services	203 996	152 729
Ecart de changes	48 670	253 968
Total	5 712 211	5 640 621

Les honoraires des commissaires aux comptes pour s'élèvent au 31 décembre 2012 à € : 97.040, contre € : 79.939 au 31 décembre 2011.

Note 25. Dotations nettes aux provisions clients

Ce poste se détaille comme suit :

	2012	2011
Dotations aux provisions des créances	7 159 962	8 274 087
Reprises sur provisions des créances	(7 063 714)	(15 688 456)
Pertes sur créances irrécouvrables	1 726 795	10 712 249
Récupération sur créances irrécouvrables	(296 132)	(18 537)
Total	1 526 911	3 279 343

Note 26. Dotations nettes aux provisions pour risques et charges

Ce poste se détaille comme suit :

	2012	2011
Dotations aux provisions pour risques et charges	1 059 869	2 184 877
Reprises sur provisions pour risques et charges	(354 277)	(2 073 381)
Total	705 592	111 496

Note 27. Produits divers

Ce poste se détaille comme suit :

	2012	2011
Produits hors exploitation (A)	2 613 887	1 691 547
Charges hors exploitation (B)	(538 888)	(539 014)
Autres pertes et profits sur exercices antérieurs	(280 342)	79 850
Total	1 794 657	1 232 383

(A) Ce poste se détaille comme suit :

	2012	2011
Plus value sur cessions d'immobilisations	118 154	50 794
Autres produits divers	2 495 733	1 640 753
Total	2 613 887	1 691 547

(B) Ce poste se détaille comme suit :

	2012	2011
Pertes diverses	(350 228)	(120 047)
Moins value sur cessions d'éléments d'actifs	(2 950)	(5 960)
Autres charges hors exploitation	(185 710)	(413 007)
	(538 888)	(539 014)

Note 28. Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	2012	2011
<u>Impôts exigibles</u>		
ALIOS FINANCE COTE D'IVOIRE	159 332	78 767
ALIOS FINANCE CAMEROUN	301 097	467 506
ALIOS FINANCE GABON	1 623 588	1 410 875
ALIOS FINANCE ZAMBIA	-	66 696
ALIOS MANAGMENT LTD	14 865	10 247
Total (1)	2 098 882	2 034 091
<u>Impôts différés</u>		
ALIOS FINANCE COTE D'IVOIRE	(53 488)	(741 060)
ALIOS FINANCE CAMEROUN	239 381	255 910
ALIOS FINANCE GABON	96 451	(22 473)
ALIOS FINANCE ZAMBIA	(6,553)	-
ALIOS FINANCE TANZANIA	(41 676)	(81 578)
ALIOS FINANCE KENYA	(96 432)	-
ALIOS MANAGMENT LTD	(5 159)	(782)
Total (2)	132 524	(589 983)
<u>Impôts nets</u>		
ALIOS FINANCE COTE D'IVOIRE	105 844	(662 293)
ALIOS FINANCE CAMEROUN	540 478	723 417
ALIOS FINANCE GABON	1 720 039	1 388 401
ALIOS FINANCE ZAMBIA	(6 553)	66 696
ALIOS FINANCE TANZANIA	(41 676)	(81 578)
ALIOS FINANCE KENYA	(96 432)	-
ALIOS MANAGEMENT LTD	9 705	9 465
Total ((1)+(2))	2 231 405	1 444 108

La preuve d'impôt se détaille comme suit :

Résultat avant impôt	6,267,890
Taux d'impôt théorique	34.43%
Charge d'impôt théorique	2,158,035
Taux d'imposition	891,349
Déficits fiscaux	-178,794
Différences permanentes	-640,203
Ecart d'acquisition	-13,199
Autres différences	-132,523
Total différences	-73,370
Charge d'impôt comptabilisée	2,231,405

Le taux effectif d'impôt au 31/12/2012 est de 35,5%.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Alios Finance S.A. a pris l'engagement de souscrire, à terme, aux parts préférentielles convertibles en actions souscrites par AFRICINVEST FINANCIAL SECTOR LIMITED auprès d'Alios Finance Zambia. Le montant total est de 850 000 USD (850 parts de valeur nominale 1000 USD) et représentant 100% des parts préférentielles convertibles en actions.

Dans sa réunion du 3 octobre 2008, le Conseil d'Administration d'Alios Finance SA a approuvé, sur proposition du comité de rémunération, d'accorder à Jan-Albert Valk, Directeur Général d'ALIOS Finance SA, un plan de stock option à hauteur de 2% du capital de la Société. Les modalités de ce plan de stock option ont été validés et approuvés lors de l'AGE tenu en 1^{er} Novembre 2010.

AUTRES INFORMATIONS

1 - Effectif moyen du groupe

Au 31 décembre 2012, l'effectif moyen de l'ensemble des sociétés du groupe (y compris la holding) est 198 personnes.

2 - Information sur les dirigeants

2.1 Président du Conseil d'Administration

Il ne perçoit pas de rémunération de la société. Il perçoit uniquement des jetons de présence d'un montant 1 000 € pour chaque réunion du Conseil d'Administration. Au cours de l'exercice 2012, il a perçu un total de 2 000 € au titre de jetons de présence.

2.1 Directeur Général

Le Directeur Général d'Alios Finance S.A. ne perçoit pas de rémunérations au titre de ses fonctions. Il occupe en même temps les fonctions de Directeur Général de Alios Management Ltd et est rémunéré par cette société. Ainsi et au cours de l'exercice 2012, le montant total des rémunérations versées par Alios Management Ltd à M. Jan-Albert VALK s'élève à 162.980 €.

2.3 Engagements en matière de pension et indemnités assimilées

Le groupe n'a pas souscrit à des engagements en matière de pension pour ses dirigeants.

2.4 Avances et crédits accordés aux dirigeants

Le groupe n'a pas accordé des avances et des crédits à ses dirigeants.

EVENEMENTS POST CLÔTURE

Néant.